

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE TEXTILE ET DE LA BONNETERIE

**C.C.T. DU 13 juin 2005  
CONCERNANT LES INITIATIVES DE FORMATION**

Vu la convention collective de travail nationale générale du 13 juin 2005 conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie ;

**IL EST CONVENU ENTRE :**

l'A.C.V.-C.S.C. Textura  
la F.G.T.B. Textile, Vêtement et Diamant  
la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique d'une part,

**ET**

la Fédération Textile FEBELTEX d'autre part,

**CE QUI SUIVIT :**

**I. CHAMP D'APPLICATION**

**Article 1**

La présente convention collective de travail s'applique à toutes les entreprises du textile et de la bonneterie et à tous les ouvriers et ouvrières y occupés (dénommés ci-après ouvriers) qui relèvent de la compétence de la Commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie, à l'exception toutefois de la S.A. Célanèse, ainsi que des entreprises et des ouvriers y occupés qui relèvent de la compétence des sous-commissions paritaires de l'industrie textile de Verviers (S.C.P. 120.01) du Lin (S.C.P. 120.02) et du Jute (S.C.P. 120.03).

**II. PORTEE DE LA CONVENTION**

**Article 2**

La présente convention collective de travail est conclue dans le cadre de la CCT nationale générale du 13 juin 2005 conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie, en vue de développer un certain nombre d'initiatives de formation.

En particulier, la présente CCT fixe les modalités nécessaires pour l'exécution du Chapitre IV - Formation - de la CCT précitée.

NEERLEGGING-DEPOT | REGISTR.-ENREGISTR. h.

2 1 -06- 2005

2 6 -07-2005

75.685 | 16 | 190

### III. COTISATION PATRONALE

#### Article 3

Comme prévu au chapitre IV - Formation - article 20 de la CCT nationale générale du 13 juin 2005 conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie, les employeurs sont pour les années 2005 et 2006 redevables d'un effort de 0,10% calculé sur la base de la rémunération globale des travailleurs, telle que visée par l'article 23 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs et par les arrêtés d'exécution de cette loi, à verser au Fonds Social et de Garantie de l'industrie textile et de la bonneterie.

Ces cotisations sont dues par trimestre et sont perçues par le Fonds Social et de Garantie, qui en verse le produit dans sa section "Formation".

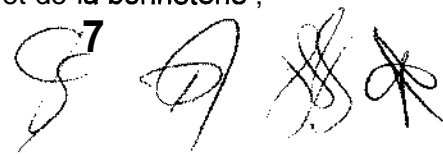
De cette manière, le secteur fournit un effort supplémentaire au niveau de la formation permanente.

### IV. PLANS DE FORMATION

#### Article 4

Au niveau de l'entreprise, un plan de formation peut être élaboré, en tenant compte des éléments suivants :

- Le plan de formation concerne les formations qui seront réalisées entre le 1<sup>er</sup> janvier 2005 et le 31 décembre 2006 ;
- Le plan de formation mentionne le contenu de la formation prévue, le nombre d'ouvriers concernés et le temps consacré à la formation. Dans le cadre des efforts de formation éventuels en faveur des demandeurs d'emploi, des incitants financiers peuvent être prévus ;
- Toutes les formations possibles entrent en considération. Le plan concerne à la fois les formations internes et externes ainsi que les formations que l'entreprise organise et réalise elle-même (cf. formation "on the job") et celles pour lesquelles elle s'adresse à des formateurs externes. Egalement les formations en matière de sécurité, santé et environnement, qu'elles soient ou non imposées par la réglementation, peuvent entrer en considération dans le cadre des plans de formation et du droit de tirage;
- Le plan de formation doit rencontrer les besoins de formation tant de l'employeur que des ouvriers ;
- Pour le plan de formation, on peut faire appel au COBOT ou au CEFRET ;
- Le plan de formation doit être soumis par l'employeur au conseil d'entreprise ou, à défaut, à la délégation syndicale ou, à défaut, au comité de contact régional ;
- Le plan de formation doit être discuté, approuvé et suivi par l'organe mentionné ci-dessus. Dans les comités de contact régionaux, le suivi a lieu sur la base des documents nécessaires, élaborés par l'entreprise concernée. Lorsque le comité de contact régional ne peut, à défaut d'information suffisante, remplir sa mission, les syndicats peuvent faire appel aux techniciens syndicaux selon la procédure appropriée dans le secteur du textile et de la bonneterie ;



- Si le plan de formation n'est pas approuvé par l'organe mentionné ci-dessus, l'employeur peut le soumettre au groupe de travail paritaire, créé au sein de la commission paritaire. Ce groupe de travail paritaire prendra la décision finale concernant ce plan de formation.

## V. DROIT DE TIRAGE

### Article 5

L'entreprise qui offre une formation à ses ouvriers et/ou aux demandeurs d'emploi dans le cadre d'un plan de formation approuvé, tel que défini à l'article 4 ci-dessus, peut récupérer une partie des coûts de celui-ci sur la base d'un droit de tirage auprès du Fonds Social et de Garantie de l'industrie textile et de la bonneterie.

Le droit de tirage peut être exercé selon les conditions suivantes :

- L'entreprise doit introduire sa demande auprès du Fonds Social et de Garantie pour l'octroi du droit de tirage. A cet effet, elle envoie au Fonds au plus tard le 15 décembre 2005 par pli recommandé un exemplaire du plan de formation approuvé.
- Le droit de tirage s'élève par entreprise et par année civile à maximum 0,10% de la masse salariale des ouvriers de l'entreprise.
- Seuls les coûts, définis à l'article 6 ci-dessous, pour les formations réalisées entre le 1<sup>er</sup> janvier 2005 et le 31 décembre 2006 dans le cadre d'un plan de formation approuvé entrent en ligne de compte pour le droit de tirage.
- Le paiement du droit de tirage s'effectue sur la base de la preuve des coûts exposés. Il suffit que l'entreprise apporte la preuve de ses dépenses à concurrence du droit de tirage.
- La preuve des dépenses exposées en 2005 doit être déposée au plus tard le 31 mars 2006 au Fonds Social et de Garantie. La preuve des dépenses exposées en 2006 doit être déposée au plus tard le 31 mars 2007 au Fonds Social et de Garantie.
- Une copie de la preuve des dépenses est transmise aux membres du conseil d'entreprise ou, à défaut, à la délégation syndicale ou, à défaut, au comité de contact régional.

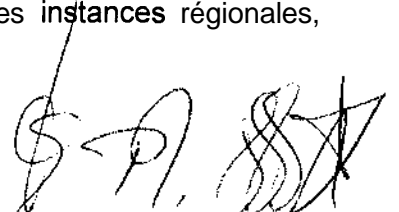
### Article 6

Les coûts à prendre en considération pour le droit de tirage sont uniquement les coûts relatifs aux formations telles que prévues dans le plan de formation, tel que visé à l'article 4 ci-dessus.

## VI. DISPOSITIONS FINALES

### Article 7

Sans préjudice de ce qui précède concernant le droit de tirage, les entreprises doivent être encouragées à faire usage des interventions financières offertes par les instances régionales, nationales, européennes et autres.



**Article 8**

Lorsque l'ouvrier qui suit une formation dans le cadre d'un plan de formation approuvé doit engager des frais supplémentaires (notamment des frais de déplacement), ces frais seront indemnisés par l'employeur, moyennant fourniture des pièces justificatives.

**Article 9**

La présente convention entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2005 et est conclue pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2005 au 31 décembre 2006 inclus.

**Article 10**

Les parties signataires demandent que la présente convention collective de travail soit rendue obligatoire par arrêté royal.

Fait à Gand, le 13 juin 2005

Textura

La FGTB Textile, Vêtement et Diamant

La Centrale Générale des Syndicats  
Libéraux

La

FEBELTEX

**C.A.O. VAN 13 JUNI 2005 BETREFFENDE VORMINGSINITIATIEVEN**

Gelet op de algemene nationale CAO van 13 juni 2005 gesloten in het paritair comité voor de textielnijverheid en het breiwerk ;

**WORDT TUSSEN**

A.C.V.-C.S.C. Textura  
A.B.V.V. Textiel, Kleding en Diamant  
Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België enerzijds

**EN**

de Textielfederatie FEBELTEX anderzijds

**HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN :**

**I. TOEPASSINGSGBIED**

**Artikel 1**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op alle textiel- en breigoed-ondernemingen en op alle erin tewerkgestelde arbeiders en arbeidsters (ook werklieden genoemd) die onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Comité voor de textielnijverheid en het breiwerk, met uitzondering van de N.V. Celanese en de ondernemingen en de erin tewerkgestelde werklieden die onder de bevoegdheid vallen van de paritaire subcomités voor textiel Verviers (P.S.C. 120.01), voor het Vlas (P.S.C. 120.02) en voor de Jute (P.S.C. 120.03).

**II. DRAAGWIJDTE VAN DE OVEREENKOMST**

**Artikel 2**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten in het kader van de algemene nationale CAO van 13 juni 2005 gesloten in het paritair comité van de textielnijverheid en het breiwerk, met het oog op een aantal vormingsinitiatieven.

In het bijzonder bepaalt onderhavige CAO de nodige modaliteiten m.b.t. de uitvoering van hoofdstuk IV - Vorming en opleiding - van de voormelde CAO.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

21-06-2005

26-07-2005

NR.  
N<sup>o</sup>

75685

10/120

### III. PATRONALE BIJDRAGE

#### Artikel 3

Zoals voorzien in hoofdstuk IV - Vorming en opleiding - artikel 20 van de algemene nationale collectieve arbeidsovereenkomst van 13 juni 2005, gesloten in het paritair comité voor de textielnijverheid en het breiwerk, zijn de werkgevers voor de jaren 2005 en 2006, aan het Waarborg- en Sociaal Fonds van de textiel- en breigoednijverheid, een bijdrage van 0,10% verschuldigd, berekend op grond van het volledig loon van hun arbeid(st)ers, zoals bedoeld in artikel 23 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers en de uitvoeringsbesluiten van deze wet.

Deze bijdrage is om het kwartaal verschuldigd en wordt door het Waarborg- en Sociaal Fonds van de textielnijverheid en het breiwerk geïnd en op de sectie "Opleiding" gestort.

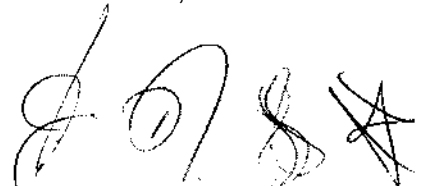
Aldus levert de sector een bijkomende inspanning op het vlak van permanente vorming.

### IV. ~~O~~PLEIDINGSPLANNEN

#### ~~Artikel 4~~

Op het niveau van de onderneming kan een opleidingsplan opgesteld worden, rekening houdende met hetgeen volgt :

- Het opleidingsplan heeft betrekking op de opleidingen die in de periode van 1 januari 2005 tot en met 31 december 2006 zullen gerealiseerd worden.
- Het opleidingsplan vermeldt de inhoud van de geplande vorming, het aantal betrokken arbeid(st)ers en de voorziene tijdsbesteding voor de vorming. Eventueel kunnen in het kader van de opleidingsinspanningen voor werkzoekenden financiële stimuli voorzien worden.
- Alle mogelijke opleidingen komen hiervoor in aanmerking. Het betreft zowel interne opleidingen als externe opleidingen en zowel de opleidingen die de onderneming zelf organiseert en uitvoert (cfr training on the job) als die waarvoor zij beroep doet op externe opleidingsaanbieders. Ook de opleidingen die betrekking hebben op de thema's veiligheid, gezondheid en milieu en die al dan niet door de reglementering ter zake zijn opgelegd, kunnen in aanmerking komen voor opname in het opleidingsplan en het trekkingsrecht.
- Het opleidingsplan moet tegemoetkomen aan de opleidingsbehoeften van de werkgever en de arbeid(st)ers.
- Voor het opleidingsplan kan beroep gedaan worden op COBOT of CEFRET.
- Het opleidingsplan moet door de werkgever voorgesteld worden aan de ondernemingsraad of bij ontstentenis aan de syndicale delegatie of bij ontstentenis aan het regionaal contactcomité.
- Het opleidingsplan moet door voormeld orgaan besproken, goedgekeurd en opgevolgd worden. In de regionale contactcomités gebeurt de opvolging aan de hand van de nodige documenten, voorgelegd door de betrokken onderneming. Indien het regionaal contactcomité, door onvoldoende informatie, haar opdracht niet kan uitvoeren, kunnen



de vakbonden een beroep doen op de syndicale techniekers, overeenkomstig de geëigende procedure in de textiel- en breigoedsector.

- Ingeval het opleidingsplan niet goedgekeurd wordt in het voormeld orgaan, kan de werkgever het voorleggen aan de paritaire werkgroep, opgericht in de schoot van het paritair comité. Deze paritaire werkgroep zal de eindbeslissing omtrent het opleidingsplan nemen.

## V. TREKKINGSRECHT

### Artikel 5

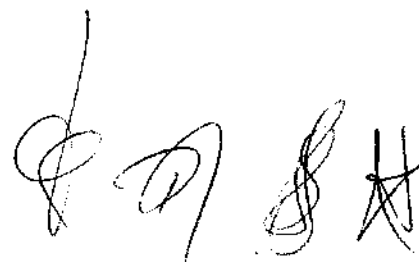
De onderneming die haar arbeid(st)ers en/of werkzoekenden vorming aanbiedt binnen het kader van een goedgekeurd opleidingsplan zoals bedoeld in artikel 4 hiervoor, kan een gedeelte van de kosten hiervan recupereren op basis van een trekkingsrecht bij het Waarborg- en Sociaal Fonds van de textiel- en breigoednijverheid.

Het trekkingsrecht kan uitgeoefend worden onder de volgende voorwaarden :

- De onderneming moet haar aanvraag voor de toekenning van het trekkingsrecht indienen bij het Waarborg- en Sociaal Fonds. Daartoe stuurt zij uiterlijk op **15 december 2005** per aangetekende brief een exemplaar van het goedgekeurde opleidingsplan naar het Fonds.
- Het trekkingsrecht belooft per onderneming en per kalenderjaar maximaal 0,10% van de loonmassa van de arbeid(st)ers van de onderneming.
- Alleen de kosten voor vorming, zoals bedoeld in artikel 6 hierna, die gerealiseerd werd in de periode van 1 januari 2005 tot en met 31 december 2006 in het kader van het goedgekeurd opleidingsplan komen in aanmerking voor het trekkingsrecht.
- De uitbetaling van het trekkingsrecht gebeurt na bewijs van de gedane kosten. Het volstaat dat de onderneming de gedane kosten bewijst ten belope van het trekkingsrecht.
- Het bewijs van de gedane kosten voor 2005 dient uiterlijk op 31 maart 2006 bij het Waarborg- en Sociaal Fonds ingediend te worden. Het bewijs van de gedane kosten voor 2006 dient uiterlijk op 31 maart 2007 bij het Waarborg- en Sociaal Fonds ingediend te worden.
- Een afschrift van het bewijs van de gedane kosten wordt overgemaakt aan de leden van de ondernemingsraad of bij ontstentenis de syndicale delegatie of bij ontstentenis aan het regionaal contactcomité.

### Artikel 6

De kosten die in aanmerking genomen worden voor het trekkingsrecht zijn alleen de kosten die verband houden met de opleidingen, voorzien in het opleidingsplan, zoals bedoeld in artikel 4 hierboven.



## VI. EINOBEPALINGEN

### Artikel 7

Onverminderd hetgeen voorafgaat m.b.t. het trekkingsrecht, dienen de ondernemingen aangespoord te worden om gebruik te maken van de financiële tegemoetkomingen die voorzien zijn door regionale, nationale, Europese of andere instanties.

### Artikel 8

Indien het volgen van een opleiding door een arbeid(st)er, binnen een goedgekeurd opleidingsplan, voor de betrokken arbeid(st)er bijkomende kosten (o.a. verplaatsingskosten) veroorzaakt, zal de werkgever deze kosten vergoeden, mits voorlegging van bewijsstukken.

### Artikel 9

Deze overeenkomst treedt in werking op 1 januari 2005 en is gesloten voor de periode van 1 januari 2005 tot en met 31 december 2006.

### Artikel 10

De ondertekenende partijen vragen dat deze collectieve arbeidsovereenkomst algemeen verbindend zou verklaard worden per koninklijk besluit.

Gedaan te Gent op 13 juni 2005

Textura

A.B.V.V. Textiel, Kleding  
en Diamant

Vakbonden

Textiefederatie FEBELTEX